L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 28 AOUT 1872. 45me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 28 AOUT.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à midi, à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St Louis. Un terrain dans le Troisième District, dans l'îlet borné par les rues Champs-Elysées, Decatur, Marigny et Chartres.

Par D. E. Morphy, sur la Levée, au pied de la rue Gravier- Farine et farine de maïs.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au No 36 de la rue de Chartres — Marchandises sèches, lingerie de messieurs.

ATTENTION :

☞ Propriété améliorée, de valeur, à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur la vente aux enchères qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse d'Encan St. Louis, rue St. Louis, par le ministère du Shérif, d'un terrain avec la maison haute, en briques, No 36, rue des Champs-Elysées, entre celles Victoire et Moreau, Troisième District.

Pour le détail, voir aux annonces.

Farine et Farine de maïs.—Voyez l'annonce d'encan de M. D. E. Morphy.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant et on en désire l'insertion dans l'Abeille. Celles pour lesquelles cette condition n'aura pas été remplie ne paraîtront point dans nos colonnes.

Immense détournement de fonds fédéraux sous l'administration de Grant.

Pendant que le pillage des deniers publics s'opérait d'une manière régulière en Louisiane, en Géorgie et dans la Caroline du Sud, on ignorait généralement que le même pillage se faisait à Washington, au détriment de la caisse nationale et que Grant et Boutwell fussent les émules des Scott, des Bullock et des Warmoth. Quand on aura lu les révélations qui suivent sur l'administration des deniers fédéraux, on ne s'étonnera plus que Boutwell ait trouvé $500,000 pour corrompre les votants dans les élections de la Caroline du Nord et que Cameron, un de ses compères et prédécesseurs en fraudes du même genre, lui demande aujourd'hui quatre millions pour emporter les élections de la Pensylvanie. Quatre millions! et non seulement ces quatre millions seront fournis, mais la même caisse pourra fournir six millions pour les élections de New York, trois millions pour les élections de l'Ohio, deux millions pour l'Indiana et deux millions encore pour l'Illinois.

Elle saurait trouver dix centaines de mille piastres, et tant qu'il en faudra pour acheter les élections dans le Sud, on celles des Etats de la Nouvelle Angleterre. La Californie même, toute riche qu'elle est, ne sera pas à l'abri de ces marchés électoraux, et l'or emmagasiné sur les bords du Potomac refluera sur les bords du Pacifique pour corrompre les votants de San Yacinthe et du Sacramento.

Voici donc comment est gérée l'administration des fonds nationaux, pour que le gouvernement fédéral puisse aujourd'hui pratiquer sans gêne un système de vénalité aussi universel :

On sait tout le bruit qu'a fait M. Boutwell avec ses prétentions de réduction de dette, et bientôt sur ses prétentions de réduction par année. Il s'écoulait peu de jours du suite sans que ce malheureux télégraphe ne nous transmît presque triomphalement les résultats de la science de Boutwell et de son économie sévère. Le même jour, à la même heure partout dans les Etats-Unis, on publiait les hauts faits de cette habileté financière qui diminuait la dette tout en ayant toujours l'air de conserver au Trésor une pléthore métallique.

Et bien, les chiffres transmis par le télégraphe, faux en grande partie, étaient groupés de manière à donner des résultats qui n'existaient pas. Dans ses rapports de finance M. Boutwell ne se trouvait jamais d'accord avec l'enregistreur du Trésor, ou le teneur de livres du Trésor. Ainsi dans son rapport pour 1869, il disait qu'au 30 juin de cette année, le total de la dette était de $2,656,965,955, quand dans son état mensuel de la dette le secrétaire des finances la portait à $2,645,170,394, et quand dans son rapport pour 1870, il ne la faisait plus figurer au 30 juin 1869 que pour $2,588,452,213. Le même pour le teneur de Livres à Washington portait la dette qu'à $2,489,002,189. Différence entre la première terme celui du teneur de livres $166,000,000.

Maintenant nous voyons dans un autre rapport de finance que le 1er juillet 1872, la dette était de $2,204,857,142. Si nous déduisons ce chiffre des aperçus donnés par M. Boutwell sur la dette laissée par le président Johnson, nous ne trouvons qu'une réduction de $194,045,348, au lieu d'une réduction de $361,946,813 ou de $259,213,157, comme avaient pu le faire croire les rapports mensuels.

En conséquence, dans les trois années qui ont expiré le 1er juillet 1872, les réductions de dette opérées et annoncées successivement par M. Boutwell ne dépassent pas $194,045,348 ; elles n'atteignent pas à beaucoup près les réductions faites pendant trois années de l'administration Johnson, car il est constaté, dans les rapports même de Boutwell, que sous le président Johnson la dette fut réduite de $264,423,395.—Alors, qu'a empêché les différences entre les rapports mensuels, faits chaque année par M. Boutwell même et son rapport pour l'année fiscale finissant le 1er juillet 1872? Si personne n'a empêché ces différences, il faudrait supposer que les rapports mensuels étaient faux, ce que personne ne supposera.

Les rapports mensuels étant nécessairement vrais, la dette au 1er juillet 1872 aurait dû être réduite à $2,138,789,928 et non à $2,204,857,142 ; différence 156 millions, sur lesquels la nation paye un intérêt qu'elle ne doit pas.

En outre, par des comparaisons avec les chiffres du teneur de livres, il a été découvert que le Trésor payait chaque année trois millions d'intérêt non justifiés en sus de l'intérêt des 156 millions dont nous venons de parler.

On voit encore par la comparaison des livres tenus depuis 10 ans, par trois caissiers qui sont parfaitement d'accord entre eux, que chaque année on y a substitué des montants différents. Tous les rapports de ces caissiers sont en contradiction avec le rapport de finance présenté par Boutwell en 1871. Les altérations s'élèvent à des millions. La dette de 1862 est augmentée de près de 10 millions ; celle de 1864, figurant sous le total de 1740 millions, est changée en une dette de 1815 millions et pour la dette de 1869 il y a une différence de plus de 95 millions.

Il résulte de tout ceci que le rapport de M. Boutwell en 1871 est une copie correcte des livres tenus par l'enregistreur, c'est que les livres ont été altérés depuis 1870, ou que si les extraits ne sont pas corrects, M. Boutwell a donné un état faux des comptes publics. Il est prouvé aussi que de fausses entrées ont été faites dans les livres. Ce qui portera tout le monde à croire à une falsification générale des régistres.

Puis qu'aucune considération de bien public ne pouvait retenir le président Grant et son secrétaire des finances, il n'est pas étonnant que les dépenses ordinaires du gouvernement se soient élevées si haut. Les trois dernières années de l'administration démocratique, sous M. Buchanan, ont coûté au pays $188,874,689, et trois années de l'administration radicale sous Grant ont coûté $475,307,190. Nous répétons qu'il ne s'agit ici que des dépenses ordinaires, à l'exclusion de tous payements de principal et d'intérêt sur la dette publique.

Nous n'en finirons pas à relever tous les méfaits financiers de l'administration Grant; on en jugera par une autre comparaison entre les dépenses de cette administration et celles de l'administration Johnson. La dernière année du Président Johnson coûta $284,777,906 ! les trois années suivantes du Président Grant ont coûté, la première $702,907,842 ; la seconde $606,690,958, et la troisième $683,525,278. Terme moyen $663,871,226, contre $284,777,906, sous Johnson. Excédant, $107,593,337.

Quant à l'excédant monstrueux des dépenses de l'administration Grant sur celles de l'administration Buchanan, on pourra répondre que le premier a eu à supporter des frais pour des choses inconnues avant la guerre, comme le Bureau des affranchis par exemple et l'affaire des pensions.

Mais Grant a profité de la vente d'un vaste matériel de guerre, consistant en canonnières, navires de toutes sortes, approvisionnements, armes, etc. Tout cela est parti, ainsi que le montant provenant de la vente de biens saisis, capturés et abandonnés, et nul compte n'en a été rendu. Il n'a pas été mieux rendu compte de l'or perçu aux douanes et s'élevant pour trois années à $382,000,000, ce qui a donné, par la prime, une addition de 39,000,000 au Revenu.

On mentionne l'opération suivante, faite par M. Boutwell, et à laquelle le Congrès radical n'a rien trouvé à reprendre : Le montant total des bons achetés par le gouvernement jusqu'au 1er juillet 1872 est de $271,551,150, pour lequel il a été payé $304,818,689 ; ainsi le montant payé excède de $33,267,539, le montant dû ou échéant, et aucun de ces bons n'était échu et payable quand ils ont été achetés.

L'opération sur les 3 pour cent est encore plus étonnante : Le 1er juillet 1869 il y avait pour $62,130,000 de certificate portant un intérêt de 3 pour cent payable en billets de circulation. Au 1er juillet 1872, tous ces papiers étaient rentrés, moins diverses séries représentant une valeur de $10,605,000. M. Boutwell les avaient achetés au moyen d'un nouvel emprunt de 200 millions portant un intérêt de 5 pour cent payable en or, ce qui cause au trésor une perte annuelle de $800,000.

Nous ne supposons pas qu'il y ait incapacité en tout cela. Il y a bien plutôt dilapidation et fraude. On a voulu évidemment se ménager des fonds pour les élections présidentielles. Coute que coute, on veut en assurer le résultat, et c'est avec l'argent national qu'on compte conserver pendant quatre ans de plus, avec un congrès vénal et complaisant, la position financière de cette vaste machine.

Revue des Journaux.

Le *Picayune*, à l'occasion de la réunion de ses actionnaires qui doit avoir eu lieu hier soir, passe en revue la ligne de conduite qu'il a suivie depuis le 1er février et il exprime avec confiance l'espoir que la tentative, faite par les warmouthistes pour s'emparer du contrôle du journal, échouera complètement.

Le même journal rappelle à M. Penn que le gouverneur ne peut se désintéresser de la question des dettes en abandonnant entièrement à la discrétion des Cours. Le gouverneur a non seulement à agir, comme faisant partie intégrante du pouvoir législatif, mais il doit encore surveiller les intérêts de l'Etat et donner ses instructions à l'avocat-général lorsque cela est nécessaire. Le gouverneur ne peut donc jouer un rôle passif lorsqu'il s'agit d'aussi graves intérêts.

Le *Times* consacre son premier article aux titres d'Horace Greeley à la confiance des électeurs. Le meilleur titre c'est qu'Horace est honnête ! La question de la fusion occupe aussi le *Times*. Attendons le résultat des conférences entre les comités.

Le *Republican* s'occupe des émeutes de Belfast et des querelles des catholiques et des orangistes. La question a déjà été exposée, l'année dernière, à l'occasion des émeutes de New York. Le même journal intitule un autre de ses articles " la fusion-confusion." Il semble désirer que Pinchback s'entende avec la Douane. Le *Republican* est chargé de contribuer à troubler l'eau pour faciliter la pêche des places à ses amis.

Le *National Republican* nie qu'aucun coup de pistolet ait été tiré du quartier-général républicain samedi soir; il affirme le désir des républicains d'éviter tout conflit et tout désordre pendant la campagne. Son article est conçu en termes très modérés et très conciliants. Nous nous proposons de présenter nous-même quelques suggestions au sujet du maintien de l'ordre.

Le même journal fait l'éloge de son candidat M. W. Pitt Kellogg et garantit que, s'il est élu, il exercera les fonctions de gouverneur jusqu'à la fin de son terme, conformément à sa parole.

La manifestation alsacienne-lorraine a été rapportée dans les journaux de langue anglaise de diverses manières. Tandis que le *Picayune* publie un compte-rendu empreint de sympathie, le *National Republican* un rapport bienveillant, le *Times* un compte-rendu impartial, bien que rempli d'allusions trop répétées "à la belle France" expression qui n'est jamais usitée ni par les orateurs ni par les écrivains français et qui est encore moins employée comme devise sur un drapeau, le *Republican* qualifie la manifestation ainsi " the most similar proceeding"—la plus singulière affaire qui ait encore eu lieu dans ce pays. Le reste de son compte-rendu est emprunté au *Times*.

REVUE COMMERCIALE.

Nous publierons dans notre numéro du DIMANCHE, 1er septembre, notre revue commerciale et financière de l'année. Les personnes qui désireraient un certain nombre d'exemplaires de ce numéro sont priées de nous adresser leurs ordres avant samedi prochain.

Le numéro du 1er septembre.

Nous serons obligés à ceux de nos amis et patrons qui désirent faire insérer leurs annonces dans le numéro de l'*Abeille* du 1er septembre, de vouloir bien nous les adresser le plus tôt possible.

AVIS.—Les membres du Comité alsacien-lorrain, et ceux du Comité français, sont priés d'assister à une réunion qui aura lieu aujourd'hui, mercredi, 28 août 1872, à sept heures du soir, chez M. H. Salomon, rue de l'Hôpital, entre Royale et Bourbon.

COLLÈGE DU MONT STE. MARIE.—Ce Collège, situé dans le comté de Frederick, près d'Emmitsburg, Maryland, est un des meilleurs établissements d'éducation des Etats-Unis, sous tous les rapports. Les professeurs y sont de premier ordre, et les élèves y sont instruits dans la doctrine et la pratique de la religion chrétienne. Toutes les précautions sont prises pour qu'il ne soit admis dans le collège que des jeunes gens de bonne conduite, et ceux qui ne sont pas assez avancés pour suivre les cours réguliers des classes reçoivent un enseignement particulier au département préparatoire. Les prix du collège sont très modérés, mais ils doivent être payés d'avance. On verra, dans une annonce insérée plus loin, toutes informations concernant les arrangements à prendre avec le collège sur ce point. Quant à la route à suivre, elle est aussi indiquée dans l'annonce.

☞ Une famille américaine, ayant un vaste logis, désirerait confier à une autre famille le soin de diriger la maison. Elle paierait le prix de la pension de celle-ci. Les meilleures recommandations seront exigées. Voir aux annonces.

☞ De tous les amers qui se débitent dans le monde nous n'en connaissons pas de meilleurs, c'est-à-dire de plus bienfaisants, que les HOME STOMACH BITTERS qui ont obtenu dans ces derniers temps un succès si considérable. Ils possèdent des vertus médicinales dont l'effet a été parfaitement reconnu et constaté, et quant à leur composition on peut la soumettre à l'examen de qui que ce soit et nous pouvons dire avec assurance que l'analyse la plus sévère n'y trouvera aucune combinaison qui ne soit approuvée par les médecins les plus savants et les plus habiles.

☞ On ne peut songer à acheter une machine à coudre, sans faire un examen attentif de la machine "Domestic," 103 rue du Canal, chez M. S. Hedricks.

Chronique de la Louisiane.

La liste de fusion des démocrates et des réformistes compte de nombreux partisans dans les campagnes. Elle a été ratifiée déjà dans presque toutes les paroisses de l'Etat et le sera bientôt dans toutes.

Les libéraux de leur côté perdent du terrain chaque jour au lieu d'en gagner depuis leur fameuse convention d'Etat du 5 août.

A Shreveport, paroisse Caddo, ils ont essayé samedi dernier, le 24 de ce mois, de tenir un meeting de ratification, qui a complètement échoué. Le plus grand désordre a régné dans cette assemblée, qui s'est ajournée sans avoir adopté une seule résolution. Jusqu'à présent, ce n'est que dans la paroisse Est-Bâton-Rouge et dans la paroisse Saint-Jacques qu'ils ont réussi à faire adopter la liste des candidats des libéraux.

Les démocrates de la paroisse Claiborne se sont réunis le 22 courant pour ratifier la liste de fusion des démocrates et des réformistes.

M. W. C. Martin a été nommé président et M. J. D. Nealy, secrétaire.

Sur motion, les messieurs dont les noms suivent ont été choisis comme membres du comité exécutif de paroisse :

J. D. Nealy, A. H. Fain, J. E. Meadows, le docteur Herring, C. L. Hays et Kite.

Les résolutions suivantes ont été unanimement adoptées :

Résolu, que le salut de notre Etat dépend entièrement du succès du parti démocrate.

Résolu, que nous ratifions unanimement la liste de fusion des démocrates et des réformistes à la tête de laquelle se trouve le nom du colonel McEnery, de Monroe, et que nous ferons tout en notre pouvoir pour faire triompher la liste entière des candidatures de l'Etat.

Les démocrates de la paroisse Union se sont réunis en grand nombre à Farmerville, pour ratifier la liste de fusion des démocrates et des réformistes.

Un grand nombre de noirs se trouvaient au meeting.

L'assemblée a été harangué par le colonel McEnery et par messieurs Jonas et Ellis.

Les orateurs ont été vivement applaudis, et l'on a fait au colonel McEnery une véritable ovation.

Le juge Egan a essayé de faire un discours en faveur des libéraux, mais il a été reçu si froidement qu'il s'est vu après avoir dit seulement quelques paroles.

Tout porte à croire qu'au moment des élections de novembre les démocrates de la paroisse Union donneront une majorité de 1800 votes en faveur de la liste de fusion des démocrates et des réformistes.

Nous lisons dans le *Pionnier de l'Association* qu'une assemblée démocratique, convoquée par le président du Comité Exécutif de paroisse, le général F. T. Nichols, a été tenue à Napoléonville, paroisse Assomption, vendredi, le 23 courant.

Nous ne connaissons pas encore les résultats de ce meeting.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

L'assemblée générale des actionnaires du *Picayune* a eu lieu hier soir, à la Chambre de Commerce. L'opposition a été battue à plate couture ; nous en sommes heureux, et félicitons chaleureusement la direction actuelle d'être sortie victorieuse de la crise qu'elle vient de traverser.

Un premier vote, que l'on pouvait considérer comme un vote d'épreuve, a eu lieu sur la question suivante :

M. Chas. T. Howard a souscrit 40 actions de la société du journal. A $250 l'action, c'est $10,000 que M. Howard avait à payer pour que ses actions fussent libérées. Il n'a versé que $2500, soit le quart. Il prétendait que ce versement de $2500 lui donnait droit à 10 votes, ce qui était une pure fiction, attendu que ledit versement de $2500 est réellement le quart d'un quarante actions, et non la totalité sur dix.

Une proposition ayant été faite de déposer sur la table la résolution prise en faveur de M. Howard, on est allé aux voix et le scrutin a donné le résultat suivant :

Oui : 188 voix données par 135 actionnaires représentant 188 actions.

Non : 99 voix données par 45 actionnaires représentant 99 actions.

Après cette première épreuve, déjà décisive en elle-même, un membre a présenté une résolution à l'effet de conserver et de soutenir la direction actuelle du journal. Le scrutin a donné pour résultat :

Oui : 204 voix données par 150 actionnaires représentant 204 actions.

Non : 70 voix données par 36 actionnaires représentant 70 actions.

L'opposition contre la présente administration était dirigée, nous dit-on, par M. L. E. Lemarié, collecteur de taxes d'Etat.

Le bruit court que la faction de Pinchback a fusionné avec le parti Kellogg. D'après ces rumeurs, les modifications suivantes seraient introduites dans le ticket de la Douane :

Secrétaire d'Etat—P. G. Deslondes, d'Iberville ;

Membre du Congrès pour l'Etat—B. B. Pinchback, d'Orléans ;

Surintendant de l'instruction publique—W. S. Brown, d'Orléans.

Le voyer de la ville, M. Bell, a soumis au maire un plan de la Nouvelle-Orléans sur lequel il a marqué toutes les obstructions qui empêchent la circulation dans les rues. Un aperçu des plus importantes : Barrière de bois, à l'intersection des rues Delord et Front. Idem, à l'intersection des rues Delord et Water. La rue du Marché du Nord et celle du Marché du Sud, à leur intersection, respective avec les rues Front et Water, sont obstruées par des barrières en bardeaux. D'autres obstructions, au milieu de la rue St-Joseph, entre Water et Delta ; rue Delta, à sa jonction avec la rue Calliope ; à l'intersection des rues Front et St-Joseph, etc., etc.

Relativement à un de ces *impediments*, le maire a adressé à la Compagnie de Jackson la lettre suivante :

Bureau du Maire, 26 août 1872.

Au gén. A. S. McComb, président du chemin de fer de Jackson.

Monsieur—La Compagnie du chemin de fer de Jackson, sous l'autorisation du Conseil, a élevé des barrières qui entravent la circulation dans les rues Delord, Marché du Sud, Marché du Nord et Saint-Joseph. Veuillez les faire enlever même délai, et rendre les voies à la circulation.

Respectueusement,
Le maire,
BENJ. F. FLANDERS.

L'assemblée générale des actionnaires du *Picayune* a eu lieu hier soir, à la Chambre de Commerce. L'opposition a été battue à plate couture ; nous en sommes heureux, et félicitons chaleureusement la direction actuelle d'être sortie victorieuse de la crise qu'elle vient de traverser.

Un premier vote, que l'on pouvait considérer comme un vote d'épreuve, a eu lieu sur la question suivante :

M. Chas. T. Howard a souscrit 40 actions de la société du journal. A $250 l'action, c'est $10,000 que M. Howard avait à payer pour que ses actions fussent libérées. Il n'a versé que $2500, soit le quart. Il prétendait que ce versement de $2500 lui donnait droit à 10 votes, ce qui était une pure fiction, attendu que ledit versement de $2500 est réellement le quart d'un quarante actions, et non la totalité sur dix.

Une proposition ayant été faite de déposer sur la table la résolution prise en faveur de M. Howard, on est allé aux voix et le scrutin a donné le résultat suivant :

Oui : 188 voix données par 135 actionnaires représentant 188 actions.

Non : 99 voix données par 45 actionnaires représentant 99 actions.

Après cette première épreuve, déjà décisive en elle-même, un membre a présenté une résolution à l'effet de conserver et de soutenir la direction actuelle du journal. Le scrutin a donné pour résultat :

Oui : 204 voix données par 150 actionnaires représentant 204 actions.

Non : 70 voix données par 36 actionnaires représentant 70 actions.

L'opposition contre la présente administration était dirigée, nous dit-on, par M. L. E. Lemarié, collecteur de taxes d'Etat.

Le bruit court que la faction de Pinchback a fusionné avec le parti Kellogg. D'après ces rumeurs, les modifications suivantes seraient introduites dans le ticket de la Douane :

Secrétaire d'Etat—P. G. Deslondes, d'Iberville ;

Membre du Congrès pour l'Etat—B. B. Pinchback, d'Orléans ;

Surintendant de l'instruction publique—W. S. Brown, d'Orléans.

Le voyer de la ville, M. Bell, a soumis au maire un plan de la Nouvelle-Orléans sur lequel il a marqué toutes les obstructions qui empêchent la circulation dans les rues. Un aperçu des plus importantes : Barrière de bois, à l'intersection des rues Delord et Front. Idem, à l'intersection des rues Delord et Water. La rue du Marché du Nord et celle du Marché du Sud, à leur intersection, respective avec les rues Front et Water, sont obstruées par des barrières en bardeaux. D'autres obstructions, au milieu de la rue St-Joseph, entre Water et Delta ; rue Delta, à sa jonction avec la rue Calliope ; à l'intersection des rues Front et St-Joseph, etc., etc.

Relativement à un de ces *impediments*, le maire a adressé à la Compagnie de Jackson la lettre suivante :

Bureau du Maire, 26 août 1872.

Au gén. A. S. McComb, président du chemin de fer de Jackson.

Monsieur—La Compagnie du chemin de fer de Jackson, sous l'autorisation du Conseil, a élevé des barrières qui entravent la circulation dans les rues Delord, Marché du Sud, Marché du Nord et Saint-Joseph. Veuillez les faire enlever même délai, et rendre les voies à la circulation.

Respectueusement,
Le maire,
BENJ. F. FLANDERS.

Le sergent Vankirk rapporte qu'une Mme Robinson, demeurant rue Scraggru, No 41, ayant absorbé une trop forte dose de laudanum, pour calmer de vives douleurs de dents, est morte dimanche matin. Son cadavre n'avait pas été enterré, hier, mardi, dans l'après-midi, c'est-à-dire plus de quarante-huit heures après le décès. Les voisins se plaignent des miasmes qui s'échappent de la maison mortuaire.

La fille de la défunte, qui est âgée de douze ans, n'a pas voulu faire procéder à l'inhumation, donnant pour raison qu'elle attend l'arrivée de son père auquel elle a adressé une dépêche électrique.

L'affaire a été soumise à M. Badger, surintendant de la police, et au coroner Creagh.

Les comités de conférence du parti démocrate et du parti libéral se sont ajournés hier soir, à mercredi (aujourd'hui) à 8 heures du matin, sans avoir encore rien conclu.

A la suite d'une dispute dont l'origine est inconnue, un ouvrier peintre nommé Frank Crouer, a reçu du nommé Charles Jaier trois coups de rasoir tête sur le crâne. La scène s'est passée rue Thespis-cora.

Un enfant de neuf ans, Jos. D'Rois, est tombé, hier, dans le fleuve, à la hauteur de la rue du Quartier. Le malheureux s'est noyé. On n'a pas encore retrouvé son corps.

Nous apprenons que le surintendant de police a donné l'ordre d'inhumer le cadavre de Mme Robinson.

La rue Gasquet a été le théâtre d'une scène sanglante. Un homme de couleur nommé Adolphe Grannier a tiré un coup de pistolet sur un jeune homme originaire de Cuba, Manuel Fernandez, et l'a grièvement blessé.

Fernandez a été transporté à l'Hôpital de Charité, où les médecins ont constaté une blessure très grave.

Un ouvrier, Thos. Moran, est tombé de soixante pieds de haut, dans une maison de la rue de la Douane, lundi à deux heures de l'après-midi.

Ce malheureux a été transporté à son domicile, rue Magnolia, entre Lafayette et Poydras, où tous les soins ont été impuissants à le rappeler à la vie. Il n'a pas tardé à succomber. Le coroner Creagh a fait l'autopsie du cadavre, et constaté une fracture de la boîte crânienne.

Vers huit heures du matin, hier, le feu a pris dans la cuisine d'une maison sise rue St. Thomas, entre Robin et Race, appartenant à M. H. Klein. Les pompiers s'en sont promptement rendus maîtres. Une assurance de $2000 à la compagnie Teutonia couvre les dommages qui sont insignifiants.

Quelques journaliers occupés à travailler rue Calliope, à l'angle de la rue Howard, ont été très surpris de trouver sous une planche un "alligator" de deux pieds de long. Un nègre qui passait par là, n'a fait ni un ni deux : en large main s'est abattue sur le jeune calman et l'a enlevé prestement par le milieu du corps. Puis notre Sambo s'est éloigné emportant son prisonnier.

On se demande d'où vient " l'alligator"? A la science de répondre.

L'occasion est belle pour nos naturalistes ; ils ne se feront faute d'en profiter, nous aimons à le penser, et d'adresser à l'Académie de Sciences de la Nle-Orléans des mémoires pleins d'intérêt. Nous nous permettons de leur suggérer quelques titres : L'Alligator de la rue Calliope.—Id. l'Alligator, dans ses rapports avec le mouvement de la civilisation et la vie publique.—L'Alligator pendant la période électorale.—Est-ce bon un Alligator ? Non.—Est-ce bien un Alligator ?—Oui.—Découverte d'une nouvelle espèce : L'Alligator Calliopéen. — L'Alligator, son passé, son présent et son avenir.—Réfutation d'une théorie absurde sur le nouvel Alligator Calliopéen.—Résumé des théories diverses sur l'Alligator de la rue Calliope. —Prétentions de naturalistes.—A propos de l'Alligator— etc. etc. etc.

Après six mois de discussion, un matin publiera une dernière brochure sous ce titre :

L'Alligator est un Canard.

SÉANCE DU CONSEIL DE VILLE. — Le Conseil se réunit à midi sous la présidence du maire Hendsen. Tous les fonctionnaires administratifs sont occupés M. Shaw présente son rapport de la semaine comprenant différentes ordonnances peu importantes, qui sont adoptées.

M. Shaw présente l'ordonnance suivante pour être déclarée loi et soumise ensuite au Conseil à sa prochaine séance ; il demande que le montant de $600,000, déjà allouée par le Conseil pour la conversion des certificats et des mandats, soit augmenté de $50,000. Voici cette ordonnance : Considérant les contraints du trésor, ainsi qu'elle a été présentée :

Qu'il soit ordonné par le Conseil de ville de la Nlle-Orléans, que conformément les pouvoirs qui lui ont été accordés, par la section 13 de l'acte N° 73 de 1872, qu'en outre des $300,000 dont il est fait mention dans les ordonnances 125 et 126 du présent série de l'Administration, la conversion des certificats et des mandats soit augmentée de $—— faisant ainsi la somme de $——, qui sera mise à la disposition de l'Administration de nouveaux bons consolidés pour les dettes non converties en bons, causées par les recettes de certificats de 1861 pour le revenu propre de 1872.

M. Kemick s'oppose à ce que la somme soit limitée à $50,000, parce que, dit-il, les marchands de sécurité et les porteurs de certificats et de ces mandats gagneraient d'en acheter de nouveaux par le seul fait de cette limite fixée ainsi d'avance.

M. Cockrem propose, comme amendement, d'étendre cette limite à $100,000, allouant ainsi la somme de $400,000 pour la conversion des certificats et des mandats.

L'amendement est adopté par six voies contre un.

Sur motion, l'adoption immédiate de l'ordonnance ainsi modifiée, est mise aux voix et elle est adoptée par un vote de quatre contre trois, M. Shaw votant contre.

Le secrétaire lit une communication du Bureau de Santé, adressée au maire, qui annonce que les docteurs S. S. Herrick et William H. Hire ont été nommés à une séance de vendredi, le 23 courant, comme inspecteurs de la Second et de la Troisième District, avec un salaire de $1800 par an.

Une pétition est présentée au Conseil par Philippe Gérard, demandant à être dispensé de licence dans son commerce de grocerie, alléguant qu'il a perdu un bras en tirant du canon dans une fête populaire.

A propos d'une ordonnance pour faire un nouveau chemin de copeaulin qui devra aller jusqu'au Jardin Magnolia, une discussion s'engage entre les administrateurs, émaillée de plaisanteries avec ou sans sel.

Dans une de ses remarques remarquées, M. Shaw désigne le Conseil à un chien qui, après qu'il a commencé à se gratter, ne peut plus s'arrêter.

Le maire dit qu'on n'est pas là un langage parlementaire.

M. Shaw se rétracte alors en disant.

M. Delassise présente une ordonnance pour être autorisé à étendre les Water Works au delà de la rue Félicité.

M. Kemick propose de renvoyer à plus tard cette ordonnance.

Sa motion est adoptée.

M. Bonzano présente une ordonnance pour demander qu'il soit adopté des résolutions pour pervenir à collecter les taxes plus effectivement.

M. Levis propose de soumettre cette ordonnance à un comité.

M. Bonzano, dûment secondé, est adopté.

M. Bonzano présente une résolution pour autoriser le chemin de fer de ville de la rue Carondelet à étendre sa voie ferrée jusqu'à la Hublière rue.

MM. Shaw, Cockrem et Delassise désirent ne pas voter sur cette question, mais M. Lewis est absent. La résolution est adoptée par un vote de deux contre un.

Après quelques débats peu importants, le Conseil s'ajourne.

TEMPÉRATURE.—27 août 1872.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade
6 A. M.	82	28
12 M.	92	33
3 P. M.	88	31
6 P. M.	84	29

—Un fait intéressant pour l'histoire naturelle a été observé, cette semaine, à l'aquarium du Havre.

Un ouvrier d'hippocampes (chevaux marins) avait été fait d'arrachon à M. Lenier. A peine étaient-ils dans leur bassin contient, qu'ils bas de paturition multiple à en tier. Un de ces animaux, tout et entier, a laissé sortir d'une poche placée au-dessous du ventre une grande quantité de petits hippocampes, une centaine environ, parfaitement conformes dans leur taille hippocampique, et paraissant disposés à vivre et à croître.

On a cru longtemps, et le fait que nous venons de signaler explique l'erreur dans laquelle étaient tombés les naturalistes, que les hippocampes étaient vivipares. Des observations plus précises ont permis de reconnaître qu'ils sont ovipares. Seulement, la femelle pond un œuf dans une poche que porte le mâle, et qui n'est qu'un repli de l'épiderme ventral transformé.

Lorsque la durée de l'incubation est achevée et que les petits sont prêts, le mâle les dégaine sans difficulté. La fécondité du vantre du mâle, qui a mis dans l'inhumation, donnant pour donner à penser que ce lieu n'est pas achevée et qu'il y encore un second bataillon de jeunes hippocampes à produire dans le bas.

DÉPÊCHES Télégraphiques TRANSMISES A L'ABEILLE.

EUROPE.

Blockade en Espagne.

Madrid, 17 août. — L'*Imparcial* dit : Les renforts désireux reçus jusqu'ici par les Cortes montent le nombre de 190 Radicaux, 64 Fédéraux, 10 Conservateurs, 6 Indépendants et 3 Carlistes.

Nous procédons du Gouvernement Français à l'égard du roi Amédée.

Paris, 27—Les autorités françaises interdisent tous les carlistes trouvés dans les départements du Sud, et soupçonnés de complicité dans les projets d'insurrection contre le gouvernement du roi Amédée.

Une seconde Chambre délibérante en France.

Londres, 28—Une dépêche de Paris au *Times* dit qu'il est vrai que le président Thiers, au retour de l'Assemblée Nationale à Versailles, proposera la fondation d'une seconde Chambre.

L'arbitrage de Genève.

Genève, 27—Il y a toute raison de croire que la question de l'indemnité est résolue en principe. Il est probable que le total des dommages qui sera adjugé aux Etats-Unis variera de 3,000,000 à 4,000,000 de livres sterling.

On traitera jeudi la question des intérêts.

Madrid, 27—Les derniers retours augmentent la majorité radicale dans les Cortès. Jusqu'à présent, les radicaux élus sont au nombre de 270, avec 75 républicains et 95 conservateurs de toutes nuances. Les retours sont toujours incomplets.

Paris, 27—Rentes 55-55.

HAVANE.

Affaires de Cuba.

Havane, 27 août.—*La Fe* de Cuba continue à s'opposer à l'émission de 50 millions en billets. En conséquence, le problème financier de Cuba est aussi compliqué que jamais.

Plusieurs ordres ont été lancés par l'intendant pour la suppression de la contrebande ; mais, à moins que les négociants ne coopèrent avec les officiers, tous les efforts de ces derniers ne parviendront qu'à élever des amendes sur quelques capitaines de navire.

Le général Caballos, remplissant les fonctions de capitaine-général, a renvoyé plusieurs inspecteurs de la police de la Havane et fait tout ce qu'il peut pour venir à bout des nombreuses bandes de voleurs qui infestent la ville.

Les citoyens voudraient que les plus de terminés de ces coquins fussent envoyés à Fernando Po.

Le *Diario* dit que le Casino espagnol ne peut être considéré que comme un club de royalistes, dont les membres sont prêts, en tout temps, à sacrifier ce qu'ils ont pour l'intérêt de la patrie, et non comme une société simplement littéraire.

Arrestations du consul américain en Portorico.

New-Prince.

New-York, 27—Une lettre du Port-au-Prince au *Herald* dit que le consul américain a été arrêté par le Tribunal de Mirabon, sur l'accusation fabriquée d'avoir contrefait le papier-monnaie de cette république, et qu'il est détenu dans une prison infecte. Le ministre Bonzano a demandé deux fois son élargissement mais en vain.

Accident de Chemin de Fer—Destruction de Chars.

Philadelphie, 27 août—Ce matin, sur les 2 heures, plus de la moitié d'un train de fret avait passé sur le pont de Reading, obstrué de fer de Jonction, quand le pont s'écroula et s'affaisa avec quatre wagons chargés d'huile de charbon. Au moment de l'accident, un train de charbon venant par l'autre voie, toutes sur les chars de fret et ajouta 20 à 30 wagons aux débris des premiers. La machine est démantelée, et, ce qu'il y a de pire, c'est que l'huile prend feu et cause une conflagration générale ; la locomotive et tendre de chars ont été détruits. Personne n'a péri.

Feu de Tuyau Souterrain dans la Caroline du Sud.

Columbia, 27—Le comité démocratique d'Etat se concilie de faire ancun blâme du parti. Il dénonce la fraude et la corruption, demande que les Républicains exécutent les réformes promises et engage les citoyens à faire des organisations de comté pour des objets d'intérêt local.

Les Chemins de Fer du Pacifique.

San Francisco, 27—Le comité des chemins de fer recommande la construction d'un nouveau chemin de fer entre San Francisco et la vallée du Mississippi, en concurrence avec le chemin de fer Central, et pour lequel plus de 2000 citoyens ont souscrit pour une somme de plus de $1,700,000. Le chemin de fer irait de San Louis à San Francisco par le 35e parallèle. Cette souscription populaire fait présager le succès de la demande à la ville d'un emprunt de $10,000,000 en bons à la même compagnie, lequel emprunt sera déterminé par le vote du peuple aux élections de novembre.

La compagnie de San Francisco et Colorado, rivale des deux autres compagnies, s'est adressée aussi au bureau des ingénieurs, hier soir, dans le but d'obtenir une subvention de 10 millions, sans retour de bons ou actions.

Agents de Police arrêtés comme voleurs.

L'agent de police, Wm. J. Aikin a été arrêté ce matin, et flagrant délit de vol sur au fonde. Il avoue 17 vols avec effraction depuis quelque mois seulement. Un autre officier a été arrêté comme complice.

Nouvelles de l'Expédition polaire.

New-York, 27—Une lettre par la voie de Copenhague, de E. W. Bryan, l'artiste de l'expédition polaire, dit : La santé de tout le monde à bord est bonne et nous espérons avec confiance pouvoir bientôt atteindre le pôle Nord.

Encore les épidémies et les rentes.

Ville du Lac salé,